



Aides et fiscalité : explorer leurs relations à la lumière des nouvelles données

Résumé du document de travail 21 par Oliver Morrissey, Wilson Prichard et Samantha Torrance

Ce document examine des données transnationales concernant la relation entre les aides et la fiscalité en utilisant un nouvel ensemble de données compilé par l'International Centre for Tax and Development (ICTD). Il n'en ressort aucun argument permettant de supporter l'affirmation selon laquelle l'aide réduit l'effort fiscal.

Analyse critique des études pré-existantes

La plupart des études menées ces dix dernières années sur l'impact des aides sur la fiscalité affirme que les aides découragent l'effort fiscal. Certaines établissent que la composition des aides a une importance, déclarant que les prêts qui doivent être remboursés encouragent le recouvrement des impôts, alors que les subventions découragent l'effort fiscal. Cependant, la robustesse de ces résultats a été contestée par d'autres chercheurs. Les préoccupations portent en particulier sur la qualité des données de l'administration fiscale utilisées, et leur capacité à capturer les aspects clés de la relation entre aides et effort fiscal. Plus précisément:

- Les études précédentes basent leurs analyses sur le total des recettes publiques en y incluant les revenus tirés des ressources naturelles, plutôt que sur les recettes fiscales hors revenus issus des ressources naturelles, ce qui ne permet pas de mettre en évidence la relation clé entre l'aide et la taxe qui doit être «méritée» par les citoyens.
- Elles ne tiennent pas compte de l'impact de l'aide sur l'importation (l'aide fournit des monnaies étrangères pouvant payer les importations, ce qui affecte en retour les recettes douanières).
- Elles recherchent des relations contemporaines entre les aides et la réduction des recettes fiscales, en oubliant le fait que les effets des aides sur l'effort fiscal est comportemental, et donc susceptible de n'être observable que sur une plus longue période.
- Elles ont été critiquées pour avoir omis de tenir compte du caractère endogène: une grande quantité d'aides peut affecter les recettes fiscales, mais inversement le niveau de recettes fiscales peut également affecter le flux d'aides ; une collecte de taxe réduite augmentant la perception d'un besoin de financement par les aides.
- Elles ne tenaient pas compte des effets fiscaux des réformes politiques associées aux aides (par exemple, les réformes de la politique et de l'administration fiscale, ou l'impact plus indirect des projets d'aide,

« L'aide a ses propres coûts politiques, y compris en termes de dépendance et de conditionnalité. »

favorisant la croissance économique ou le renforcement des institutions, sur le ratio impôt/PIB). Ce sont des effets potentiellement significatifs mais difficiles à identifier avec confiance.

Base de données et approche de l'ICTD

Les recherches de l'ICTD détaillées dans cet article cherchent à remédier aux faiblesses des précédentes études en :

- Utilisant la base de données des revenus gouvernementaux de l'ICTD (Government Revenue Dataset – GRD) pour améliorer la qualité et la couverture des données sur les revenus. Essentiellement, elle distingue systématiquement les revenus fiscaux issus des ressources de ceux non issus de ressources, permettant ainsi de paramétrer les recettes fiscales en excluant les revenus des ressources naturelles.
- Prenant en compte l'impact des aides sur les importations en estimant la valeur des importations non financées par l'aide.
- Introduisant des délais de quatre et huit ans entre la réception de l'aide et l'impact sur l'effort fiscal, prenant ainsi en compte le potentiel caractère endogène du lien entre les aides et le revenu.

Résultats et implications pour les recherches et les politiques

L'étude de l'ICTD n'a pas été en mesure de reproduire les résultats obtenus lors des études antérieures qui montraient un effet négatif des dons ou des bourses sur l'effort fiscal. Aucune relation robuste et cohérente n'a pu être mise en évidence entre les aides, dans leur globalité ou séparées entre subventions et prêts, et la performance fiscale. Les effets significatifs trouvés étaient positifs pour les aides et subventions dans leur globalité, alors qu'ils étaient généralement négatifs pour

les prêts. Contrairement à de nombreuses études antérieures, les recherches de l'ICTD identifient explicitement les recettes non fiscales (principalement issues de ressources naturelles), et trouvent une relation claire et négative entre recettes non fiscales et recettes fiscales.

Autrement dit, l'analyse montre qu'aucune relation n'existe entre aides et recettes gouvernementales et que si une relation existe, elle est positive. La conclusion la plus fiable est qu'il n'y a pas de relation consistante entre les aides et l'effort fiscal et, plus particulièrement, qu'il n'y a pas de preuves permettant d'affirmer que les subventions réduisent l'effort fiscal ou que les prêts encouragent l'effort fiscal (les résultats suggèreraient plutôt que l'inverse est plus probable). L'absence de schéma inter-pays suggère que l'hétérogénéité (les différents contextes nationaux) est plus importante que toute tendance commune sous-jacente.

Ce manque de résultats significatifs est sans surprise. Les aides peuvent affecter la collecte fiscale via de nombreux canaux, certains de manière conflictuelle: alors que l'aide peut réduire le besoin urgent en revenu, elle peut avoir des effets positifs grâce à l'assistance technique, la conditionnalité et les dépenses publiques. Plus largement, l'hypothèse selon laquelle l'aide agit comme un substitut à la fiscalité nationale est potentiellement fautive: du point de vue du gouvernement bénéficiaire, l'aide a ses propres coûts politiques, y compris en termes de dépendance et de conditionnalité. De plus, le grand groupe des aides étrangères cache une énorme diversité: bien que certains types d'aides puissent, dans certaines circonstances, décourager l'effort fiscal, il n'est donc pas surprenant de ne pas trouver d'effet global. Pour ces raisons, les chercheurs et les décideurs doivent maintenant diriger les analyses au niveau de chaque pays, tout en tenant compte de la diversité des aides et de leurs impacts dans des contextes différents.

Bibliographie

Morrissey, Oliver; Prichard, Wilson & Torrance, Samantha (2014), *Aid and Taxation: Exploring the Relationship Using New Data*, ICTD Working paper 21, Brighton: septembre

Crédits

Cet article a été écrit par **Oliver Morrissey**, professeur d'économie du développement à l'université de Nottingham et directeur du Centre for Research in Economic Development and International Trade; **Wilson Prichard**, professeur auxiliaire de sciences politiques et d'affaires internationales à l'université de Toronto, et co-directeur de recherche de l'International Centre for Tax and Development; et **Samantha Torrance**, chercheur externe du Centre for Research in Economic Development and International Trade à l'Université de Nottingham, et gestionnaire au sein du Revenue Reform Team au Adam Smith International.

L'ICTD est financé avec l'aide britannique du gouvernement britannique et de la Fondation Bill & Melinda Gates; cependant, les vues exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements du Royaume-Uni. Les lecteurs sont invités à citer et à reproduire le contenu de la série. En contrepartie, l'ICTD demande à être dûment citée et ces citations doivent être référencées comme ci-dessus.

Traduit en Français par Cyrielle Havard-Bourdais.



L'ICTD est basé à l'Institut of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK.

© ICTD 2016